



Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale,

La FSU vous remercie d'avoir accédé à sa demande de mettre en place ce CSA SD second degré pour faire le bilan de rentrée. Elle vous remercie de faire vivre ainsi la démocratie sociale. Vous aviez dit, *verbatim*, lors du dernier groupe de travail que « nous aimions nous réunir ». Non, ce n'est pas cela. En vérité, nous le devons, à nous-mêmes mais surtout à la profession que nous représentons ici. Nous leur devons de mobiliser tous les moyens que la démocratie nous laisse, tant qu'il est encore temps, pour alerter sur l'état de délabrement du service Public de l'Éducation Nationale, sur l'état où se trouvent les collèges et les lycées de notre département et pour dénoncer les attaques qui s'abattent encore sur nos métiers.

En effet, ces attaques sont iniques. Elles sont honteuses et si les conditions de travail du personnel n'ont cessé de se dégrader depuis plusieurs années, -il suffit de constater le nombre de fois où la F3SCT départementale a été sollicitée depuis la rentrée- , les dernières annonces du Ministre de la Fonction Publique font craindre que la protection qui devrait alors être due à ces fonctionnaires mal traité.es ne le sera pas.

Faire passer à 3 jours de carence les arrêts maladie avec une indemnisation à 90 % est honteux. C'est du mépris pour ceux et celles qui portent un service public d'éducation de plus en plus mal en point.

Si l'on ajoute à cela, la formation qui ne peut se faire qu'en dehors de notre temps de service, les mesures du « Choc des savoirs » qui dénaturent nos métiers, le pacte qui contractualise nos projets, l'absence de revalorisation à la hauteur de l'inflation, il n'est alors pas étonnant que nos professions connaissent une crise du recrutement. Dans le départements, plusieurs collègues vous ont sollicité parce qu'ils leur manquaient des enseignant.es. On a essayé de bricoler avec du RCD. Parfois aucune solution pérenne n'est trouvé. On devrait s'habituer alors ? Ce n'est pas sérieux. Ce n'est pas digne du Service Public d'Éducation que nous voulons. Tous les élèves ont droit à un.e enseignant.e dans toutes les disciplines. Les professeur.es absent.es doivent être remplacé.es.

Dans plusieurs PIAL, ce sont des AESH qui manquent. Quand les contrats sont précaires, incomplets et sans véritable perspective de progression salariale, on ne peut pas espérer recruter... L'expérimentation des PAS montre jusqu'où l'on peut aller pour exploiter toujours plus les travailleuses et les travailleurs avec toujours moins de moyens. Rentabiliser les moyens, nous dira-t-on. Cette logique avare ne peut que mener à l'abandon des plus fragiles, à la mise à mort de notre ambition, du sens de ce que nous nous devons les uns aux autres mais surtout de ce que nous devons aux jeunes élèves qui deviendront les futur.es citoyen.nes de cette nation.

Alors que depuis le début de l'année, la FSU dénonce la mise en place des groupes de niveau en 6e et 5e avec sa logique exacerbée de tri social et avec son lot de désorganisation, alors que de nombreux établissements ont essayé d'empêcher le pire mais subissent toutefois des emplois du temps désastreux, des injonctions à mettre en place des progressions communes en français et mathématiques qui musellent les initiatives pédagogiques singulières ; alors que pour créer ces groupes, il a fallu sacrifier certaines disciplines (perte des dédoublements en sciences, des soutiens pour l'apprentissage de la natation, du latin, des projets...) ; alors que dans certains collèges, c'est la double peine : pour créer les groupes en 6e et 5e, les professeur.es de français et mathématiques ont dû abandonner les dédoublements et avec l'absence de l'un.e des leurs, on leur demande de reprendre la classe entière sans dédoublement ; alors qu'il est encore prévu la suppression de 4000 postes d'enseignant.es, alors même que le rapporteur du Conseil d'État s'est prononcé favorablement suite aux référés déposés par le SNES FSU, pour annuler l'arrêté qui organise les groupes de niveau en français et mathématiques en Sixième et Cinquième, Madame la ministre de l'Éducation Nationale a annoncé la mise en place de l'acte 2 du « choc des savoirs ».

Maintien des groupes en 6ème et 5ème, manuels labellisés, nouveaux programmes, DNB barrière en 2027, groupes de besoin en 4ème et 3ème, tout y est et le tout fait système ! Outre la poursuite du tri social qui est à l'œuvre, outre qu'après la réforme du lycée et Parcours Sup, c'est le collège qui devient sélectif, sa mise en place serait une implosion programmée du collège pour toutes et tous et un sabordage pour le lycée professionnel,

la FSU rappelle son opposition à toutes les mesures du Choc des Savoirs ! Ni acte 1, ni acte 2 ! Nous ne voulons pas attendre l'acte 3 de cette tragédie parce qu'on sait déjà que ce serait la catastrophe !

Depuis la rentrée, les Bouches-du-Rhône ont aussi connu une escalade de faits-divers liés notamment au narco-trafic. Ces drames n'épargnent pas l'école : Impacts de balles sur les murs d'un collège, point de deal à l'entrée des établissements, menaces de morts à l'encontre du personnel d'éducation, intrusion anxiogène dans un lycée ou encore voiture qui s'écrase sur le portail d'une école. La sécurité est devenu un sujet prégnant. Cependant, avec le plan Charlemagne, le CD13 a fait le

choix d'investir 44 millions d'euros dans le renforcement des moyens matériels portiques, grillage et vidéo surveillance. Moyens qui ont démontré leurs limites tandis que les moyens humains ont fondu depuis plusieurs années. Si la FSU défend la sécurité du personnel et demande à l'état de défendre et protéger ses agent.es, elle refuse toute instrumentalisation de ces faits-divers et exige un investissement massif de moyens humains dans les vies scolaires, particulièrement en éducation prioritaire.

Nous avons besoin d'adultes dans les établissements, des professeur.es de discipline, bien sûr mais aussi de professeur.es-documentalistes, de psy e.n, de personnel médical et en première ligne, nous avons besoin d'AED.

La FSU redemande à ce que le SRE des AED soit remis à jour au niveau académique. Elle demande à ce que des moyens conséquents soient débloqués (CPE et AED). C'est plus de 80 ETP d'AED qui sont nécessaires. Que penser d'autre qu'au manque d'envergure et au mépris des besoins de nos établissements, quand on a vu la facilité dont on a fait disparaître d'un grand coup de râteau les moyens d'AED Prépro plutôt que de les réinvestir dans nos vies scolaires ? De plus, la seule réponse sécuritaire cache l'abandon de l'investissement public dans les quartiers. Il faut plus d'écoles, plus de bibliothèques, plus de services publics en général pour désenclaver des quartiers délaissés.

A l'heure où le budget à l'Assemblée Nationale veut diminuer les dépenses publiques, au contraire, la FSU continue de revendiquer un plan d'urgence pour le département. Il s'agit de rendre du personnel aux établissements publics, d'assurer la pérennité des services et la continuité des projets. Tout cela ne sera possible qu'avec une augmentation significative et sans contreparties des moyens incluant les dotations d'enseignant.es les équipes pluri-professionnelles, les AED et les AESH. Et c'est pour cela que notre mobilisation commence le 5 décembre !